

## Politiques et procédures relatives aux garderies sans but lucratif – Frais applicables aux places non subventionnées

### 1.0 Énoncé de politique

La présente politique décrit, d'une part, les circonstances dans lesquelles le conseil d'administration d'une garderie sans but lucratif qui ne reçoit pas une subvention de fonctionnement pour la totalité de ses places autorisées peut envisager d'imposer des frais quotidiens supérieurs aux frais prévus aux annexes D ou D.1 et explique, d'autre part, les mesures que la garderie doit prendre.

### 2.0 Contexte

Le paragraphe 38(7) du Règlement du Manitoba 62/86 stipule qu'une garderie qui reçoit une subvention annuelle de fonctionnement doit facturer les mêmes frais à l'égard de tous les enfants qui reçoivent le même genre de services de garde. Les annexes D et D1 énoncent les frais quotidiens maximaux pouvant être facturés lorsqu'une subvention annuelle de fonctionnement est reçue pour ce genre de services de garde. Le paragraphe 38(2.1) stipule qu'une garderie titulaire d'une licence ne peut exiger d'une famille à qui une allocation a été accordée des montants supérieurs aux frais quotidiens maximaux.

L'accès aux subventions de fonctionnement dépend des ressources allouées dans le budget provincial. Si un financement n'est pas immédiatement accessible pour les places d'une nouvelle garderie ou une augmentation du nombre des places offertes dans une garderie subventionnée, les places sont inscrites sur une liste d'attente pour l'octroi d'une subvention de fonctionnement à la prochaine occasion possible. Ainsi, une garderie sans but lucratif peut recevoir une subvention de fonctionnement pour la totalité, une partie ou aucune de ses places autorisées.

Le conseil d'administration est l'entité qui a le pouvoir légal d'exploiter une garderie sans but lucratif titulaire d'une licence. Il est responsable de la gestion et de la conduite des affaires de la garderie qu'il exploite, ce qui inclut l'élaboration et la mise en œuvre de ses politiques. Il doit rendre compte de l'administration efficace de cette garderie et de tous les aspects concernant ses programmes, ses employés et ses états financiers.

### 3.0 Objectif

Le conseil d'administration d'une garderie partiellement subventionnée peut vouloir augmenter les frais quotidiens qu'il impose afin d'augmenter les revenus de cette garderie et d'assurer la viabilité et la durabilité financières de celle-ci.

### 4.0 Définitions

**Programme d'apprentissage et de garde des jeunes enfants :** Programme du ministère des Familles responsable de la délivrance des licences et de la surveillance des établissements de garde d'enfants.

**Genre de services de garde :** Services destinés aux enfants en bas âge, aux enfants d'âge préscolaire, aux enfants d'âge scolaire ou aux enfants en prématernelle.

**Garderie :** Garderie titulaire d'une licence qui offre des services destinés aux enfants en bas âge, aux enfants d'âge préscolaire, aux enfants d'âge scolaire ou aux enfants en prématernelle.

**Garderie subventionnée :** Garderie titulaire d'une licence qui reçoit une subvention de fonctionnement annuelle.

## 5.0 Politique

Si la totalité ou une partie des places autorisées pour un genre de services de garde est subventionnée, le conseil d'administration ne peut imposer des frais quotidiens supérieurs aux frais quotidiens maximaux réglementaires applicables à ce genre de services de garde.

Si aucune des places autorisées pour un genre de services de garde n'est subventionnée, le conseil d'administration peut imposer des frais quotidiens supérieurs aux taux quotidiens maximaux réglementaires applicables à ce genre de services de garde.

## 6.0 Normes et procédures à l'appui

### 6.1 Normes

Le conseil d'administration peut examiner, approuver et appliquer une grille des frais quotidiens qui comprend :

- a) les frais quotidiens maximaux, tels qu'ils sont énoncés à l'annexe D ou D1, imposés aux familles bénéficiaires ou non bénéficiaires d'une allocation pour un ou des genres de services de garde;
- b) les frais quotidiens supérieurs imposés aux familles non bénéficiaires d'une allocation si aucune des places autorisées pour un genre de services de garde n'est subventionnée (la grille des frais doit comprendre les frais quotidiens maximaux [voir l'annexe D ou D1] qui sont imposés aux familles bénéficiaires d'une allocation utilisant le genre de services de garde pour lequel des frais en sus sont facturés aux familles non bénéficiaires d'une allocation).

La grille des frais quotidiens doit être clairement décrite dans le manuel de politiques à l'intention des parents fourni à l'inscription.

### 6.2 Procédures

Lorsqu'on instaure une nouvelle grille des frais quotidiens à l'intention des parents ou majore les frais quotidiens de places non subventionnées pour un ou plusieurs genres de services de garde :

- la grille doit être examinée et approuvée par le conseil d'administration de la garderie;
- un avis écrit suffisant doit être remis à toutes les familles avant l'entrée en vigueur des frais;
- le manuel de politiques à l'intention des parents doit être modifié en fonction de la nouvelle grille des frais afin de permettre à toutes les nouvelles familles d'en prendre connaissance au moment de l'inscription.

Le paiement des frais doit être consigné et un reçu doit être fourni conformément aux normes comptables généralement reconnues.

Les recettes générées par les frais imposés doivent être détaillées dans la grille des frais du budget et du rapport d'audit des états financiers de la garderie ainsi que dans la Demande de subvention de fonctionnement pour les prématernelles.

## 7.0 Documents ressources

*Exemples – Frais applicables aux places subventionnées et non subventionnées*

## 8.0 Documents de politique

Loi sur la garde d'enfants

Règlement du Manitoba 62/86